

11 septembre 1973- 11 septembre 2021 le terrorisme des États-Unis au Chili et sa continuité par un sarcasme de justice internationale

Terrorisme US au Chili : quelques textes assez connus

La situation et la vision de Salvador Allende

Élu, avec 36 % des suffrages exprimés en 1970, président de la République du Chili, sur un programme de futures nationalisations progressives des grandes entreprises chiliennes et de contrôle des multinationales étrangères, le socialiste Salvador Allende et ses alliés politiques radicaux, catholiques, socialistes et communistes pouvaient représenter un « danger » pour la droite bornée, et donc pour les États-Unis.

Pourtant, Salvador Allende suivait une politique lente en jouant sur le respect des lois bourgeoises face aux actions terroristes de la bourgeoisie de droite. En effet, de nombreux foyers de résistance armée de groupes d'extrême droite étaient actifs dans de nombreuses régions du pays. Et une grande partie de l'administration (de la justice, des « carabiniers » - semblables aux gendarmes français) sabotaient ouvertement les mesures de répression du gouvernement.

Mais les collaborateurs d'Allende avaient entamé des débuts de réforme agraire, de saisies de quelques entreprises défailtantes et, surtout, ils avaient fait passer des lois donnant des droits économiques, sociaux et culturels (élémentaires et bien tardifs) à la fois pour maintenir la culture amérindienne de l'ethnie mapuche et pour lui permettre une intégration dans la société de leur pays. Allende était parfaitement conscient de cette situation et suivait la voie de la légalité et du soutien des salariés et des ouvriers, tout en connaissant les limites de sa politique de petits pas.

Le patronat chilien multiplia les pressions économiques pour déstabiliser la population, avec, notamment, la grève des entreprises de transport routier (vital dans un pays très montagneux). L'état-major des forces armées, encouragé dans les coulisses par le président des États-Unis Richard Nixon et par la CIA, pencha de plus en plus pour un coup d'état

Le dernier discours radiodiffusé de Salvador Allende, le 11 septembre 1973, montre son socialisme modéré :

« Voici le moment définitif, ultime où je peux m'adresser à vous. Je vous souhaite de profiter de cette leçon. Les représentants des capitaux étrangers unis à la réaction ont créé une situation qui entraîne les forces armées à abandonner leur tradition [de respect des institutions....]

Le peuple doit se défendre, mais non pas de se sacrifier. Le peuple ne doit ni se laisser faire ni se laisser anéantir, mais il ne doit pas non plus choisir l'humiliation. Travailleurs de ma patrie, j'ai confiance dans le Chili et dans son destin. D'autres hommes surmonteront cet instant sombre et amère que la trahison cherche à imposer. [...]

Vive le Chili, vive le peuple, vive les travailleurs !

Voilà mes dernières paroles et j'ai la certitude que mon sacrifice ne sera pas vain. J'ai la certitude que, du moins, il va y avoir une sanction morale qui châtiara la félonie, la couardise et les traîtres. »

La justification du putsch, un an plus tard, par le directeur de la CIA William Colby:

« Notre programme au Chili consistait à défendre les forces démocratiques contre les forces politique d'Allende, qui étaient en train de supprimer plusieurs aspects démocratiques de différentes manières : harcèlement des stations de radio, harcèlement d'une partie de la presse et de certains groupes politiques [...] La CIA a trois fonctions principales : la science et l'étude de la technologie, l'analyse et la tâche clandestine du renseignement. Il existe maintenant une quatrième responsabilité qui est d'avoir une influence positive sur une situation par le biais de moyens politiques et paramilitaires. C'est le seul élément qui dépend des hauts et des bas de la politique d'un pays. C'est ce qui est dommage en ce moment.¹ »

Colby passe sous silence un aspect de la démocratie chilienne instaurée par la CIA : la forte répression (avec viols et torture, bien entendu) entre septembre 1973 et fin 1974. Il y eut

¹ « Our program in Chile was to sustain the democratic forces against the Allende political forces, which were suppressing various democratic elements in a variety of ways—harassing radio stations, harassing some parts of the press and some political groups. We looked forward to the democratic forces coming to power in the elections of 1976. [...] The CIA has three major functions : science and technological work, analysis and the clandestine collection of intelligence. Now there's been a fourth responsibility, and that is positively influencing a situation through political or paramilitary means. That's the one that goes up and down depending on national policy. Right now it's way down.» William Colby, CIA Director, *Time* 30-IX-1974, p. 26 [<http://content.time.com/time/subscriber/article/0,33009,908783-1,00.html>].

des milliers de cas d'arrestations (environ 42.000), de disparitions (proches de 2.000, mais environ 700 officiellement, car les plaintes juridiques entraînaient des représailles) et d'assassinats de leaders politiques et syndicaux et d'intellectuels, comme le chanteur compositeur Víctor Jara. Et l'exil de milliers de Chiliens vers l'Europe.

Le 11 septembre 1973 est une phase de pré-application par les États-Unis du Plan Condor en Amérique du Sud (les pays de l'Amérique du nord – Mexique – et central – Guatemala, Nicaragua, etc. – étant déjà en grande partie contrôlés). Le Plan Condor, entre 1975 et plus ou moins 1980, consistait pour la CIA à « stimuler » l'élimination des tendances révolutionnaires (par les procédés employés au Chili) grâce aux forces militaire et policières en « Argentine, au Brésil, au Paraguay, en Uruguay, en Bolivie et sporadiquement au Pérou, en Équateur, en Colombie et au Venezuela. »²

On sait que la technique de la CIA a été enrichie par l'expérience des groupes formés par le général Aussaresses pendant la guerre d'Algérie, qui l'a lui-même enseignée dès 1962 aux États-Unis et au Brésil. Belle coordination entre les salauds en uniforme !

La conséquence du putsch nord-américain : la conférence et l'influence décisive du futur prix Nobel d'Économie Milton Friedman le 24 mars 1975 à Santiago

« [Pour en finir avec l'inflation...] Il n'existe qu'une voie. Une seule. Il n'y en pas deux. L'inflation s'arrête en cessant de faire marcher la planche à billet. Mais comment y arriver ? Il n'y a qu'une manière ! Elle consiste à réduire les dépenses du gouvernement. [...] Une forte baisse des dépenses du gouvernement de l'ordre de 20 à 25 % est une condition absolue [...] une thérapie de choc³ [...] Je ne crois pas qu'une politique graduelle ait un sens pour le Chili. Je crains que le « patient » ne meure avant que le « traitement » fasse de l'effet. »

Cette politique fut appliquée à la lettre par des ministres et des économistes chiliens formés à Chicago par Milton Friedman. D'où une baisse de salaires de tous les employés du public et du privé ; la quasi disparition des subsides aux petites entreprises locales ; une baisse

² Wikipedia en castillan, le 19.09.21.

³ Le terme et la politique qu'il implique a été appliquée dans l'ex-URSS dans années 1990. Et avant dans bien d'autres pays.

des droits de douane et une entrée massive de capitaux et de produits de l'étranger (surtout des USA).

Un sarcasme de justice internationale : Guantanamo !

Il s'agit d'une base militaire des États-Unis imposée au gouvernement de Cuba depuis 1904 théoriquement jusqu'à 1999, puis unilatéralement reconduit jusqu'à aujourd'hui.

Depuis 2001, elle sert de prison à la CIA et au ministère de la défense des États-Unis pour enlever et embastiller dans tous pays⁴, en dehors de toute loi, des personnes dangereuses pour sa sécurité, d'abord quelques milliers, puis des centaines et des dizaines maintenant.

Le résultat pratique et juridique est que la prison-camp de concentration-tortures physiques et mentales de Guantánamo se trouve dans un territoire inexistant gérée par des officiers nord-américains qui ne dépendent d'aucun organe de Justice. Les détenus peuvent avoir des avocats nord-américains et d'autres pays, mais ils n'ont aucun pouvoir.

Le président des États-Unis Barack Obama avait annoncé en 2009 son intention de fermer le centre de détention de Guantanamo. Il ne fit rien ensuite. Donald Trump a confirmé l'utilité de cette prison.

Salvador Allende avait parlé de mise en danger de la paix dans le monde si, par exemple, la Chine communiste s'emparait de Taïwan. Et il ajoutait : « Pourquoi Fidel [Castro] ne prend-il pas Guantanamo ? Peut-on penser que Fidel désire que les nord-américains y demeurent ? Pourquoi ne la prend-il pas. »⁵

Les marxistes léninistes cubains, du temps où ils étaient soutenus par l'URSS et ses colonies, n'ont rien fait. Aujourd'hui, il en va de même, pourtant c'est un « État socialiste de droit et de justice sociale, démocratique, indépendant et souverain [...] ». De plus la constitution affirme « Article 1 de la constitution « Le Parti communiste de Cuba, unique, partisan de José Martí, fidéliste, marxiste et léniniste, avant-garde organisé de la nation cubaine [...] est la force politique dirigeante supérieure de la société et de l'État. »

⁴ Principalement des Irakiens, des Syriens, dans quelques pays où ils étaient.

⁵ Salvador Allende « Conversaciones con Régis Debray », mars 1971.

Le 11 septembre 1973 perpétue la tradition terroriste des États-Unis bien avant celui des islamistes.

Pendre et brûler vif de païens et des sorciers a été la règle dans l'Espagne catholique et ses possessions entre 1492 et disons 1780 ; quelques milliers d'hérétiques Vaudois ont été écrasés, les femmes et les enfants massacrés dans le Luberon en 1545 ; l'égorgeement des ennemis protestants et de leur famille a été pratiqué à Paris durant la Saint Barthélemy en 1572 ; les protestants ont pris ensuite leur revanche dans de multiples provinces.

C'est un passé français sanglant et chrétien qui s'est ravivé efficacement en Algérie en 1945, à Madagascar en 1947, de nouveau en Algérie en 1954-1962. Les États-Unis ont fait aussi bien avec leurs Indiens et leurs Noirs. Les marxistes léninistes aussi, entre 1919 et 1922, ont éliminé, « dans la patrie du socialisme », leurs opposants socialistes ou tout simplement, leurs paysans contestataires en 1933-1934, puis ailleurs également.

Les dirigeants islamistes et leurs laquais ne sont donc pas seuls.

Pour les classes dirigeantes (toute étiquette idéologique confondue), la conquête du pouvoir capitaliste, et des richesses qui l'accompagnent, développe le sadisme des unes et des autres. La majorité des exploités cherchent à survivre et attendent que leurs maîtres crèvent.

C'est une bonne préparation pour un autre futur !

Frank Mintz, 19.09.21